

---

## [Étude sur l'impact des plantations agro-industrielles de palmiers à huile et d'hévéas sur les populations du Gabon](#)

*Disponível apenas em francês.*

Por Franck Ndjimbi.

Faça o download do documento completo em pdf:

[Étude sur l'impact des plantations agro-industrielles de palmiers à huile et d'hévéas sur les populations du Gabon](#)

L'ONG gabonaise Brainforest a mené, en collaboration avec FERN et WRM, une étude qui donne l'alerte sur les effets des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas au Gabon.

Les forêts tropicales du Gabon couvrent 85 % du territoire et possèdent une immense diversité d'espèces. C'est sur cette richesse que les communautés locales ont construit leur mode de vie. Près de 300 000 personnes y subsistent grâce à l'agriculture, la chasse, la pêche et la cueillette.

Cependant, le gouvernement a annoncé en 2012 qu'il aspire à faire du Gabon le principal producteur d'huile de palme d'Afrique. Le « Plan stratégique Gabon émergent » du Président de la République prévoit d'accroître la plantation en régime de monoculture du palmier à huile et de l'hévéa et mentionne deux entreprises: OLAM de Singapour et SIAT Gabon du groupe Belge SIAT.

La population des zones d'impact ainsi que les autres parties prenantes intéressées ne connaissent pas les termes des accords passés par l'État avec les entreprises. Lorsque le gouvernement donne des terres en concession sans les avoir délimitées avec précision, l'insécurité augmente et des conflits éclatent.

L'expansion des plantations industrielles aggravera encore davantage l'insécurité alimentaire dont souffre la majorité de la population, que ce soit en raison de la perte de terres et de la déforestation, ou du fait que les agriculteurs s'en vont travailler pour les entreprises de plantations de palmiers ou d'hévéas et peuvent difficilement s'occuper de leurs champs. « Nous allons perdre beaucoup de choses », disent les gens avec agacement. Un habitant de Doubou, région de Mouila, dit : « C'est cette brousse qui nous fait vivre et nous ne voulons pas la partager. [...] Si on ne peut plus planter, pêcher ou chasser, nous allons vivre comment ? ». La diminution de la production d'aliments met en péril la souveraineté alimentaire des habitants d'un pays qui, aujourd'hui, a besoin d'importer la plupart des aliments.

D'autre part, l'accès futur à l'eau inquiète les communautés. L'eau est en principe un bien commun, mais l'appropriation croissante des terres et des forêts par le secteur privé, la déforestation et l'expansion des plantations de palmiers à huile et d'hévéas éveillent des préoccupations à ce sujet.

